Mozambique

Mozambique. Inondations et réinstallation : la vallée du Zambèze

Marc Stal

Traducteur : Françoise Bouillot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1237>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.1237

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2010

Pagination : 28-40

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Marc Stal, « Mozambique. Inondations et réinstallation : la vallée du Zambèze », *Hommes & migrations* [En ligne], 1284 | 2010, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1237> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.1237

Mozambique

Inondations et réinstallation : la vallée du Zambèze

Par Marc Stal,
coordinateur de projet au Global Risk Forum à Davos (Suisse)

Mozambique, octobre 2007 © Marc Stal, Each-For

Les inondations au Mozambique reflètent la vulnérabilité de nombreux pays en développement à l'égard d'événements climatiques extrêmes. Début 2008, elles ont provoqué le déplacement de 80 000 personnes le long du fleuve Zambèze. Le second de ce type en l'espace de deux ans. La réinstallation est devenue une politique de dernier recours pour un gouvernement confronté à la nécessité d'assurer la sécurité dans une région très peuplée. Mais il demeure difficile d'écarter des plaines fluviales des populations qui en tirent l'essentiel de leur subsistance.

Les inondations, les cyclones tropicaux et les catastrophes naturelles survenant brutalement sont plus susceptibles de provoquer un déplacement et une fuite des populations de “type réfugiées” que les catastrophes naturelles à installation lente, comme la désertification et l’élévation du niveau des mers. Au cours de la dernière décennie, plusieurs inondations et cyclones tropicaux ont dévasté l’un des pays les plus pauvres du monde, le Mozambique, situé dans le sud-est de l’Afrique, notamment les zones basses de ses deltas. La recherche sur les effets de ces événements récurrents sur la population affectée vise à accroître les données empiriques sur les liens entre environnement et migration. Ainsi, la recherche menée pour cet article tente de décrire et d’analyser les impacts de ces événements climatiques extrêmes sur la population vivant le long du bassin fluvial du Zambèze. Dans ce cadre, il vise aussi à contribuer au débat sur l’importance de l’environnement comme facteur déclenchant de la migration⁽¹⁾.

Mozambique : les liens entre inondations et migration

Le réchauffement climatique, qui tend à multiplier les événements climatiques extrêmes, est un facteur majeur du déplacement actuel et potentiel des populations du Mozambique. L’intensification des précipitations a suscité des difficultés accrues pour les Mozambicains, particulièrement affectés par les inondations extrêmes du fleuve Limpopo en l’an 2000, et par les inondations extrêmes du Zambèze dans la région du Centre au cours des années 2001, 2007 et 2008. Les inondations de l’an 2000 ont été les pires qu’ait subies le Mozambique en un siècle et demi, jetant temporairement à la rue des millions de gens. Elles ont fait gonfler le Limpopo jusqu’à une largeur de 80 km, affectant 4,5 millions de gens au cours des trois mois d’inondation des zones basses du fleuve. Ces inondations furent suivies du cyclone tropical Eline qui dévasta à nouveau la zone concernée. En 2007, un autre cyclone tropical, Favio, a accru le nombre de familles restées sans abri à la suite des inondations. La magnitude et la récurrence des inondations dans la vallée du Zambèze ont déplacé des millions de gens au cours de la dernière décennie. Les seules inondations de 2007 ont déplacé plus de 100 000 personnes, dont environ 50 000 furent évacuées vers des “centres d’accueil”. Les personnes affectées ont perdu leurs maisons et leurs moyens d’existence, ainsi que l’accès aux installations médicales, sanitaires, et à l’eau potable⁽²⁾.

Les gens vivant le long de la côte du Mozambique qui ont perdu leur maison du fait de cyclones tropicaux en 2000 et 2007 ont réussi à rester dans leur localité d'origine et à reconstruire leur maison selon des normes améliorées pour qu'elle résiste aux tempêtes. En revanche, les inondations au Mozambique ont provoqué le déplacement de milliers de gens qui vivaient dans les zones basses du système fluvial.

Les inondations et les cyclones ne sont pas les seuls risques naturels qui affectent les habitants du Mozambique : les sécheresses, l'érosion des sols côtiers et l'élévation attendue du niveau de la mer touchent un grand nombre de personnes. La région du delta et les 2 700 km de côtes sont à haut risque d'inondation et d'érosion. La vallée du Zambèze, notamment, a son delta au Mozambique. Du fait de l'élévation du niveau de la mer, une forte inondation tend à pénétrer plus loin dans les terres, affectant davantage l'arrière-pays. Toutefois, l'accroissement des précipitations et l'élévation du niveau des mers ne sont pas les seuls facteurs impliqués dans les inondations. Le réchauffement climatique, qui contribue à la sécheresse, accroît

également la vulnérabilité environnementale du Mozambique et le risque d'inondations. Le sol desséché à la suite de vagues de chaleur devient imperméable, il empêche l'infiltration des eaux et augmente la surface de ruissellement quand la pluie arrive. La déforestation due aux incendies, à l'abattage des arbres ou au changement climatique, contribue au phénomène. Cette exposition au risque conduit à la perte des moyens de subsistance, et donc à une vulnérabilité sociale accrue des habitants.

La recherche pour cet article a été menée dans le cadre du projet EACH-FOR (Projet Changement environnemental et scénarios de migrations forcées), avec le soutien financier du sixième Programme-cadre de

la Commission européenne. La recherche de terrain a été conduite au Mozambique en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) Mozambique entre septembre et octobre 2007. Le bureau de l'OIM basé à Maputo, la capitale du Mozambique, nous a aidés à mener ces entretiens et nous a fourni les transports locaux et un interprète quand cela était nécessaire.

Le travail de terrain a consisté surtout en une collecte de données à l'aide d'entretiens semi-ouverts avec des experts menés pour l'essentiel à Maputo, des entretiens avec des personnes déplacées dans 13 centres de réinstallation le long de la vallée du Zambèze, et la rédaction de 20 questionnaires avec des migrants vivant dans des zones urbaines.

La visite a commencé par la province de Zambezia, district de Chinde, dans le delta du Zambèze. Le voyage s'est poursuivi en remontant le Zambèze jusqu'au district de Mutarara. Entre ce dernier et le delta du Zambèze, plusieurs visites *ad hoc* ont été effectuées dans les centres de réinstallation situés sur le trajet.

Les seules inondations de 2007 ont déplacé plus de 100 000 personnes, dont environ 50 000 furent évacuées vers des "centres d'accueil".

Un déplacement environnemental récent

La majorité des experts en migration considèrent qu'au Mozambique, les facteurs environnementaux ont été une cause majeure de migration interne. Ils ont remarqué que les principaux leviers de migration internationale sont la migration de la main-d'œuvre vers les mines et les plantations d'Afrique du Sud, et vers des zones urbaines au Mozambique même, où les jeunes partent en quête d'une amélioration de leurs moyens d'existence. Ces mêmes experts ont souligné que les problèmes environne-

Figure 3 : modèle simplifié du réseau de leviers environnementaux déclenchant les déplacements et les migrations dans la vallée du Zambèze

mentaux contribueront à des pressions migratoires accrues à l'avenir, notamment si les inondations et les sécheresses continuent à croître en fréquence et en magnitude. Des réponses similaires ont été obtenues de la part des experts environnementaux. Tous les experts ont mentionné le déplacement qui s'est opéré le long de la vallée du Zambèze du fait des inondations de ces dernières années. En particulier, les représentants des ONG, des agences internationales et du gouvernement, qui ont travaillé sur l'aide aux victimes de catastrophes, ont mentionné les inondations comme une cause majeure des déplacements internes et des réinstallations au Mozambique.

Les entretiens avec les personnes déplacées vivant dans les centres de réinstallation à la suite de l'inondation du Zambèze de 2007 ont indiqué que ces inondations les avaient contraintes à se déplacer pour la première fois ; auparavant, les interviewés n'avaient jamais été migrants. La plupart ont indiqué qu'ils avaient vécu dans des basses plaines fluviales souvent inondées au cours des saisons des pluies, et qu'ils n'avaient pas eu de difficultés à gérer ces inondations récurrentes jusqu'à une date récente. Les inondations exceptionnelles de 2001 et 2007 ont déclenché leur

décision de migrer vers des zones non inondables, ou bien ils ont été évacués par le gouvernement. La plupart des interviewés ont en outre indiqué que les zones non inondables sont à risque de sécheresse, mais qu'ils n'envisageaient pas une nouvelle migration, car ils sont attachés à leur terre et ne veulent pas la quitter.

Les résultats des questionnaires suggèrent que la migration induite par l'environnement était le plus souvent liée à des sécheresses et des inondations. 40 % des migrants vers les zones urbaines ont souligné qu'ils étaient partis de leur région rurale d'origine en partie du fait de problèmes environnementaux, et que l'environnement avait affecté leur décision initiale de migrer. 40 % des migrants urbains ont indiqué qu'ils s'attendaient à ce que de futurs problèmes environnementaux les poussent à migrer vers un autre endroit encore, et parmi ceux-ci, 70 % projetaient déjà de migrer de leur lieu actuel de résidence.

Il ressort de tous ces entretiens que la récurrence des inondations exceptionnelles le long du Zambèze en 2000, 2001 et 2007 a suscité des modèles spécifiques de déplacement interne. La figure 3 présente un modèle simplifié des leviers déclenchant le déplacement et une éventuelle migration le long du Zambèze au Mozambique.

Les gens installés sur les côtes du Mozambique qui ont perdu leur maison du fait des cyclones tropicaux en 2000 et 2007 ont réussi à rester dans leur habitat d'origine et à reconstruire leur maison avec des normes améliorées de résistance aux tempêtes. En revanche, les inondations dues aux cyclones ont conduit au déplacement de milliers de gens installés dans les basses zones fluviales. Si ces zones sont très exposées aux inondations, ce sont aussi les plus fertiles pour l'agriculture. En conséquence, les gens ont non seulement perdu leur maison et leurs biens au cours de l'inondation, mais aussi leurs récoltes, et donc leurs moyens de subsistance.

La réaction du gouvernement : organiser l'accueil

En réponse aux inondations de 2001 et 2007, le gouvernement a déplacé les habitants dans des centres d'accueil. Ces centres offraient aux personnes déplacées une infrastructure de base, des services sanitaires essentiels et des donations en nourriture. Ces populations ont dû subir un nouveau déplacement quand le gouvernement a tenté de reloger les déplacés des centres d'accueil dans les centres de réinstallation. Le gouvernement a planifié et fourni des fonds pour des centres de réinstallation de caractère plus permanent, construits encore aujourd'hui dans des zones hors d'atteinte des inondations, et à proximité d'écoles, de centres médicaux et des champs fertiles des zones basses, avec assez d'espace pour une nouvelle expansion

en cas de nécessité. Ces zones non inondables souffrent toutefois de pénurie d'eau et de sécheresse. En conséquence, de nombreuses personnes déplacées en 2001 sont retournées dans la basse vallée fluviale après les inondations, parce qu'elles ne pouvaient pas cultiver autour des centres de réinstallation.

Le plan incluait la réinstallation des personnes déplacées internes (IDP) vers des zones délimitées où se trouvaient les centres. Celles-ci devaient répondre à certains critères pour accueillir des centres, notamment être situées dans une "zone non inondable" élevée (pour des inondations d'une magnitude comparable à celles de 2001 et 2007). Elles devaient aussi être d'un accès aisé, avec une extension possible en cas de nécessité. Un autre critère était la proximité de terres fertiles, ainsi que d'unités sanitaires déjà existantes ou de postes de premiers secours, d'écoles et de marchés. Si cette proximité était impossible, des écoles ou des postes sanitaires devaient être réinstallés ou créés.

L'OIM a reçu un soutien financier du Cerf (Fonds central d'intervention d'urgence⁽³⁾) d'un montant de 743 000 \$ en mars 2007. En conséquence, les responsables du nouveau "cluster" Coordination des camps et gestion des camps (CCGC) de l'OIM et d'Onu-Habitat ont conçu un programme d'activités global incluant la démarcation et la distribution de terres fournies par le gouvernement pour les personnes déplacées. Le personnel et les autorités du Micoa (Ministry for the Coordination of Environmental Affairs – Mozambique), soutenus par des contributions de l'OIM et d'Onu-habitat, ont conçu la planification spatiale. L'OIM et Onu-habitat travaillent en collaboration avec le Centro de Estudos para o Desenvolvimento do Habitat (CEDH) de la Faculté d'architecture et de la planification physique (FAPF).

La promesse d'une solution pérenne

Suivant les orientations du Micoa, l'attribution des terres a été réalisée par des équipes de volontaires selon un plan général conçu par le FAPF pour chaque camp avant la délimitation des lots. On a préféré en général des parcelles de 30 m x 40 m, entourées de végétation ou d'un alignement de pierres, la largeur de la route devant être de 11 mètres. Ce processus de lotissement respectait des contraintes minimales, telles que la prévision d'espaces destinés à de futurs bâtiments sociaux – écoles, postes sanitaires, etc. Selon les sources gouvernementales, dans certains cas, les communautés n'ont participé qu'à la sélection des zones de réimplantation et ont simplement approuvé la dimension des parcelles. Ce plan de lotissement a délimité un nombre total de 30 944 parcelles, et 52 centres de réinstallation ont été bâtis le long du fleuve Zambèze.

Centre de réinstallation près de Caia, province de Sofala, Mozambique, octobre 2007 © Marc Stal, Each-For

Les personnes déplacées ont reçu ces parcelles et se sont déplacées si nécessaire des centres d'accueil aux centres de réinstallation. Certains centres d'accueil ont été délimités dès 2001, de sorte que les gens sont restés sur les parcelles où ils avaient été déplacés au cours de la phase d'évacuation.

En voyant tant de gens retourner sur leur emplacement d'origine après la première tentative de les réinstaller en 2001, le gouvernement a tenté d'offrir aux IDP des inondations de 2007 davantage qu'une simple parcelle comme motivation pour rester. Toutefois, l'idée de propriété de la terre n'est pas enracinée dans la culture des Mozambicains, le président Samora Machel ayant nationalisé toutes les terres en 1975 en réaction à la domination coloniale⁽⁴⁾. Même aujourd'hui, il n'existe pas, au Mozambique, de mécanismes légaux garantissant l'accès à la terre et les droits d'usage qui lui sont associés aux communautés déplacées ou réimplantées après avoir été affectées par les catastrophes naturelles. Toutefois, pour encourager les gens à s'installer dans les zones loties, le gouvernement prévoit de remplacer les tentes, les maisons temporaires ou les bâtiments traditionnels construits avec des matériaux locaux par des maisons consolidées en briques cuites au feu.

Le gouvernement a donc promis de fournir aux personnes déplacées des matériaux de construction comme du ciment, des tôles ondulées, des poteaux en bois, des clous, etc., une fois qu'elles ont produit la quantité nécessaire de briques cuites pour leur

maison. Pour pouvoir fabriquer ces briques, les communautés ont été formées par des techniciens du gouvernement. Dans certaines parties de la vallée du Zambèze, la terre ne convient pas à ce genre de production (par exemple, un sol sablonneux), et le gouvernement fournit donc aux communautés des machines et des matériaux externes pour la production des briques.

Le plan de réinstallation a été mis au point dans l'intention de fixer les personnes déplacées dans les centres de réimplantation et de leur fournir des maisons plus durables, favorisant ainsi le "développement" des zones rurales. Néanmoins, la mise en œuvre montre une réalité différente, avec l'apparition de nombreux problèmes inattendus.

Les centres de réinstallation : un départ vers une nouvelle vie ?

Les entretiens avec les personnes réinstallées à la suite de l'inondation de 2007 indiquent que la majorité des gens ne veulent pas retourner vivre dans les basses plaines fluviales. Ils veulent rester dans les zones non inondables et voudraient se rendre dans les plaines fluviales pour cultiver. Selon la distance à laquelle se trouvent leurs champs, certains agriculteurs se rendent chaque jour dans les terrains fertiles ;

d'autres y restent 4 à 5 jours par semaine, ou bien y séjournent plusieurs mois d'affilée. Beaucoup de jeunes adultes quittent les centres de réinstallation pour travailler dans les champs en laissant les enfants et les gens âgés derrière eux. Il est encore difficile de dire si les gens resteront dans ces zones de réinstallation. Néanmoins, les personnes interrogées dans les centres soulignent qu'elles ne veulent pas retourner dans leur lieu de résidence d'origine à cause des inondations récurrentes qui détruisent leurs moyens d'existence. Comme le disait un habitant d'un centre de réinstallation : *“Le principal problème dans le centre de réinstallation, c'est la sécheresse. Nous ne pouvons rien faire pousser ici. Nous devons retourner au fleuve pour nos récoltes... Après les inondations de 2001, beaucoup de gens sont retournés au fleuve pour vivre, mais après celle de 2007, personne ne veut plus y retourner. Nous sommes en sécurité dans le centre, et nous pouvons aller au fleuve pour cultiver.”*

Après les inondations de 2007, le programme de réinstallation du gouvernement a offert des maisons en briques aux déplacés environnementaux, pour les encourager à rester dans les centres de réinstallation. Les gens réinstallés affirment qu'ils aiment leur nouveau lieu de résidence où ils sont en sécurité, et qu'ils ne veulent pas retourner dans les plaines fluviales. Toutefois, la production de briques suppose de cuire au feu des briques de boue façonnées à la main. Ces briques sont produites par

les habitants des centres sans aucune planification ou coordination régionale. Le brûlage du bois conduit à une déforestation accrue et le creusement du sol accélère l'érosion. Cet impact environnemental provoqué par le processus de réinstallation a pour conséquence d'accroître le risque de nouvelles inondations.

Quand le temporaire devient permanent

Si les réinstallations ont commencé dès les inondations de 2007, celles de janvier 2008 révèlent une autre réalité. Plus de 80 000 personnes ont été déplacées vers des centres de réinstallation à la suite des inondations du Zambèze de 2008. Ces chiffres indiquent que les gens restent dépendants de leurs terres, et qu'en dépit du déplacement en 2001 et 2007, ils ont continué à cultiver dans les basses plaines, pour être déplacés à nouveau en 2008.

Ceux qui sont restés dans les centres de réinstallation tout en continuant à utiliser les zones inondables pour faire pousser leurs récoltes ont tout de même perdu leurs *machambas* (champs) et leurs récoltes dans les inondations. Ils sont désormais dépendants de l'aide gouvernementale et internationale, en dépit du fait qu'ils n'entrent pas dans la catégorie des plus vulnérables, parce qu'ils n'ont pas perdu leur maison. La dépendance aux bassins fluviaux des gens réinstallés et des gens qui retournent chez eux (*retournees*) s'exprime bien dans cette déclaration d'une personne déplacée par les inondations de 2008 : *“Nous avons perdu nos récoltes et nos fermes dans les inondations l'année dernière [2007]. À présent, ça recommence, et je ne sais pas comment nous allons nous en sortir... Où aller ? Cet endroit est chez nous. Il nous donne des récoltes et du poisson. Nous ne voyons pas où nous pourrions aller ailleurs⁽⁵⁾.”*

Les inondations au Mozambique suscitent des déplacements périodiques semi-permanents. Les gens ne veulent pas partir de leur lieu d'origine dont ils sont dépendants. Ils ne voient pas la migration comme une stratégie qui leur permettrait de s'en sortir. Les récentes inondations de 2007 et 2008 viennent toutefois à l'appui de l'argument qu'en l'absence d'une aide gouvernementale et internationale, les habitants de la vallée du Zambèze ne sont pas en mesure de survivre par leurs propres moyens parce que les crues ont détruit leurs moyens d'existence sur deux années consécutives. Si cette tendance se confirme, ces gens risquent de devoir migrer à nouveau en l'absence d'une aide gouvernementale ou internationale qui les incite à rester dans les centres de réinstallation. Dans l'avenir, on ne sait pas exactement si les gens vivant dans les zones affectées par les inondations seront en mesure de survivre sans un soutien extérieur, surtout à la lumière des prédictions d'un fort accroissement des précipitations et des événements extrêmes au Mozambique.

Conclusion

Une question centrale pour le Mozambique, mais pertinente pour les autres pays confrontés au problème de la migration environnementale, est l'évaluation du degré de contribution des facteurs environnementaux au déplacement ou à la migration actuels, et au potentiel de migration dans l'avenir. La dégradation environnementale n'est pas actuellement une cause majeure de migration internationale au Mozambique, mais induit un déplacement à grande échelle au sein même du pays. À la suite d'épisodes récurrents d'inondation, les gens sont réinstallés sur une base permanente ou semi-permanente le long de la vallée du Zambèze. Le gouvernement mozambicain tente de développer les zones rurales en offrant à leurs habitants l'infrastructure essentielle, et incite à produire des maisons plus solides au cours du processus de réinstallation.

Néanmoins, la réinstallation ne semble pas la meilleure option pour gérer les impacts du changement environnemental au Mozambique. Comme on l'a montré, la réinstallation suscite de nouveaux problèmes comme la déforestation, l'érosion du sol ou la pénurie d'eau, et elle ne résout pas les problèmes des personnes déplacées. À l'issue du processus de réinstallation, les gens restent dépendants de l'aide gouvernementale et internationale et demeurent très vulnérables aux inondations futures. Si des événements climatiques extrêmes continuent à impacter le Mozambique dans l'avenir, l'environnement aura un rôle plus grand encore en tant que facteur de décision des populations de quitter leur habitat d'origine.

En effet, l'environnement n'est pas le seul facteur qui contraint les gens à quitter leur foyer : les facteurs politiques et sociaux jouent aussi un rôle significatif. Les pays pauvres, comme le Mozambique, sont plus vulnérables aux impacts du changement climatique et de la dégradation environnementale parce qu'un État efficace peut s'attaquer à la prévention, à l'adaptation à long terme ou au secours d'urgence bien plus efficacement qu'un État affaibli. Les gens des pays pauvres sont contraints de s'installer dans des zones fragiles, de sorte que le besoin de programmes de soutien environnemental se fait davantage sentir.

Il est possible d'affirmer, dans le cadre de la réflexion sur la définition des "réfugiés environnementaux" lancée par El-Hinnawi⁽⁶⁾, que l'environnement dans la vallée du Zambèze est un facteur de déplacement interne au Mozambique. Les habitants ont été contraints de quitter leur habitat traditionnel, de façon permanente ou temporaire, à cause d'une perturbation marquée de l'environnement (les inondations de 2001, 2007 et janvier 2008) qui ont mis en péril leur existence et/ou gravement affecté leur qualité de vie. Ces inondations ont modifié l'écosystème et l'ont rendu inapproprié, du moins de façon temporaire, à la vie humaine. ■

Article traduit par Françoise Bouillot

Bibliographie

- BBC News, "Struggle to Aid Mozambique Flood Victims", 14 janvier 2008, <http://newsvote.bbc.co.uk/mpapps/pagetools/print/news.bbc.co.uk/2/hi/af>.
- M. Boko et al., *"Africa. Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change"*, Cambridge UK, Cambridge University Press, 2007, pp. 433-467.
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies, *Mozambique Floods*, Situation Report 4, OCHA, 14 février 2007, produit par l'unité de communication des Nations unies pour le Mozambique.
- Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (DEAS), *Guidelines for Reducing Flood Losses*, New York, 2002.
- Emergency Disasters Database, "The OFDA/CRED International Disaster Database", EM-DAT, 30 juillet 2007, <<http://www.em-dat.net>>
- G. Hugo, "Environmental Concerns and International Migration", *International Migration Review* 30 (1), 1996, pp. 105-131.
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), *Changements climatiques 2007, Rapport de synthèse*, résumé à l'intention des décideurs, 4^e Rapport d'évaluation, Genève, 2007.
- P. Mayring, *Einführung in die qualitative Sozialforschung*, Bâle, Weinheim; 2002.
- National Aeronautics and Space Administration, "Nasa Earth Observatory", Nasa, 8 août 2007, <<http://earthobservatory.nasa.gov/>>
- S. Perch-Nielsen, *Understanding the Effect of Climate Change on Human Migration, The Contribution of Mathematical and Conceptual Models*, Unpublished Diploma Thesis, Swiss Federal Institute of Technology, Department of Environmental Sciences, 2004.
- Programme alimentaire mondial, "Mozambique: Emergency situation report", *United Nations World Food Programme*, 24 janvier 2008, <http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/EGUA-7B5MMS?OpenD>.
- Programme des Nations unies pour le développement, "Country Evaluation: Assessment of Development Results Mozambique", PNUD, 21 juillet 2007, http://www.undp.org/co/documents/ADR/ADR_Reports/ADR-Mozambique.pdf
- Programme des Nations unies pour les établissements humains, *UN-Habitat Response Activities to the 2007 Floods and Cyclone in Mozambique*, rapport final, Maputo, UN-Habitat, 2007.
- Smith K., *Environmental Hazards: Assessing Risk and Reducing Disaster*, Londres & New York, Routledge, 2001.

Notes

1. Cet article est la traduction d'un article à paraître dans la revue *International Migration*.
2. OMS, "Mozambique Flood Preliminary Report", World Health Organization, 21 February 2007.
3. Le Central Emergency Response Fund (CERF) est un fonds permanent établi par l'Onu pour permettre une assistance humanitaire plus rapide et plus fiable aux personnes affectées par les catastrophes naturelles et les conflits armés. Pour d'autres informations sur le CERF, voir : <http://ochaonline.un.org/cerf/WhatIsTheCERF/tabid/1706/Default.aspx>
4. B. C. Parks, & J. T. Roberts, "Globalization, Vulnerability to Climate Change, and Perceived Injustice", in *Journal Society and Natural Resources*, vol. 19, 2006, p. 347.
5. BBC, 14 janvier 2008.
6. E. El-Hinnawi, *Environmental Refugees*, Nairobi, PNUE, 1985.